

Grand débat Villeneuve-lès-Maguelone

Sommaire

Synthèse des débats

2

Synthèse des débats

Un intervenant

Je vais vous faire le compte-rendu de ce qui s'est dit sur les quatre ateliers au niveau de la transition écologique. Le premier point qui a été évoqué, c'était réduire la consommation, notamment la consommation d'emballages, mais aussi la consommation de manière un peu plus globale. Contrôler la population, c'est partir du principe que la terre a une capacité de production qui est limitée, donc automatiquement, il ne faut pas qu'il y ait plus de population sur terre que ce que la terre peut en nourrir. Il y a aussi un principe qui est de contrôler la croissance économique. Partant du principe que la croissance économique engendre des besoins de consommation, c'est aussi de maîtriser ce développement de la croissance économique de façon à maîtriser le développement de la consommation. Agir contre la pollution, cela passait dans les propositions sur une idée de replanter, replanter notamment des végétaux de façon à piéger le carbone et la pollution existante, améliorer la gestion des ressources naturelles.

Au niveau de la transition écologique, pour ce qui était de l'agriculture, c'était de privilégier une approche locavore au niveau des productions, c'est-à-dire produire local pour consommer local ou en tout cas au plus proche des sources de production, privilégier le développement de cultures vivrières par rapport aux cultures industrielles, aller vers l'autonomie fourragère. L'exemple qui était pris était l'élevage, que ce soit l'élevage de porcs ou de bovins, pour la nourriture desquels on va importer des tourteaux de soja venant notamment du Brésil. Donc casser cette logique pour tout simplement nourrir les bêtes élevées avec des fourrages locaux.

Un autre point était de préserver les espaces agricoles et naturels de l'urbanisation. Au niveau des transports, il y avait : développer les transports doux et en commun, développer le feroutage pour enlever les camions de la route en tout cas, développer des espaces de co-travail. L'idée était que les gens n'aient plus besoin de prendre des moyens de déplacement pour aller travailler, mais qu'ils puissent travailler à proximité de leur domicile dans des espaces collectifs. Développer le covoiturage, pour ceux qui n'ont pas le choix de se déplacer. Au niveau des transports en commun, il y avait l'idée aussi d'urbaniser, quand il faut continuer l'urbanisation, à proximité des infrastructures de transport en commun existantes et des transports doux existants également.

Au niveau de la production de l'énergie, il y avait l'idée de revaloriser le prix de rachat de l'électricité douce afin de favoriser le développement de ces modes de production, que ce soit le solaire, l'éolien etc. Limiter la consommation d'énergie des logements, donc accroître les financements de façon à ce que les personnes puissent isoler au mieux leurs habitations, et lors de constructions nouvelles, construire des habitats qui consomment peu ou pas d'énergie voire à énergie positive comme cela existe. Et surtout aussi dans cette approche-là, simplifier les démarches administratives, parce qu'aujourd'hui lorsqu'il existe des aides, la constitution des dossiers est très complexe, ce qui constitue aussi un frein pour les personnes qui auraient intérêt à le faire.

Je suis désolé, c'est un peu en vrac, mais comme le tableau a tourné, ce n'était pas facile de remettre tout dans l'ordre. Sur les transports en commun, développer les transports en commun interurbains et gratuits, c'est-à-dire sortir de cette logique où l'on ne fait des transports en commun que pour la Métropole de Montpellier sans se préoccuper de ce qui se passe dans la métropole voisine. Montpellier est valable partout.

Et enfin, au niveau alimentation, redévelopper des structures de restauration collective, avec des cuisiniers, en privilégiant l'utilisation de produits bio et locavore.

Voilà un peu en résumé ce qui s'est échangé sur les quatre groupes sur ces thèmes.

Un intervenant

On avait proposé le système de la vignette pour les camions qui arrivent de l'étranger.

Un intervenant

Oui, on l'a oublié.

Un intervenant

Tous les camions arrivant de l'étranger devraient subir un contrôle technique par un organisme français avant de rentrer sur le territoire.

Un intervenant

Dans le groupe, nous avons parlé de la fiscalité et dépenses publiques, économie, finance, travail et comptes publics. Les restitutions, la première chose qui est venue à l'esprit des gens, c'est le budget de l'Etat : est-ce que nous devons l'augmenter ou est-ce que nous devons le baisser ? C'est toute la question.

Dans la problématique de la réduction des dépenses, certains disent qu'il faut revoir la répartition de la redistribution, pour avoir une plus grande efficacité du personnel politique. Une idée qui vient assez souvent dans tous les groupes, c'est diminuer le train de vie de certains élus, des grands élus qui aujourd'hui n'ont plus de mandat, diminuer aussi les avantages de certains élus qui cumulent. Certains ont dit que ce sont peut-être des gouttes d'eau, mais c'est surtout pour l'exemplarité et la symbolique. C'est vrai que celui qui est au chômage voit cela d'un œil un peu différent. A contrario, il y en a certains qui disent qu'il faudrait revoir le statut de l'élu, parce que l'élu est la garantie de la démocratie. Certains disent : « Il faut diminuer le nombre d'élus, le nombre de strates », et d'autres disent : « Au contraire, il faut conforter le statut de l'élu pour permettre à cette démocratie de vivre correctement ».

Il a beaucoup été question de la Cour des comptes, les gens pensent que la Cour des comptes, c'est bien, mais elle n'a pas de pouvoir de sanction. C'est quand même quelque chose qui choque les gens, parce qu'ils disent « A quoi ils servent, ils touchent cher, ils font un rapport, et puis on en parle dans les journaux pendant deux jours et après c'est terminé ».

La suppression de la taxe d'habitation a été évoquée aussi parce que les gens disent que si l'on supprime la taxe d'habitation, il faut la supprimer pour tout le monde, c'est-à-dire 100 %.

Dans d'autres groupes, nous en avons parlé aussi de la protection des lanceurs d'alerte qui ont des soucis, de la réorientation des dépenses vers d'abord l'enseignement et la prévention, parce que la prévention est aussi une façon de faire des économies. C'est-à-dire que quand nous voulons créer une chose, par exemple un stade, une gare etc., on doit s'interroger sur le bienfait de créer cette infrastructure : est-ce qu'elle est nécessaire ? Est-ce qu'elle ne va pas coûter cher pour le peu de services qu'elle va rendre ? Grande question.

Revaloriser aussi, cela a été vu dans le troisième groupe, la notion de travail. Aujourd'hui, on pense que le travail est dévalué. Ceux qui travaillent ont un salaire, mais que ceux qui n'en ont pas, cela démotive ceux qui bossent et qui ne gagnent pas beaucoup.

La transparence aussi dans l'utilisation des impôts et taxes, il y en a beaucoup qui disent : « Il n'y a pas beaucoup de transparence, on ne sait pas à quoi servent nos impôts, on voudrait savoir pour quoi ils servent ».

Une question aussi sur la Banque Européenne. Si j'ai bien compris, la Banque européenne prête à 0 % aux banques et les banques prêtent à un taux, évidemment, aux Etats. L'idée était de dire : la Banque européenne doit prêter directement aux Etats à 0 %.

Evidemment, la lutte contre la fraude fiscale et sociale. Il faut s'en occuper, cela n'a pas été développé outre mesure.

Il y en a qui ont parlé de la précarisation de certains emplois, qui trouvent anormal qu'un CDD puisse durer cinq, six, sept, huit, dix ans, même dans des administrations qui se respectent, et que ce n'est pas normal.

L'énergie. Là, nous ne sommes pas sur la transition écologique parce que cela a déjà été traité ou cela va être traité, mais sur le financement : comment finance-t-on la transition écologique ? Il y a des idées qui disent qu'il faut faire une réglementation, c'est-à-dire obliger les gens qui construisent à investir dans cette énergie renouvelable. Favoriser aussi le développement du photovoltaïque, c'est-à-dire de l'énergie qui coûte moins cher, puisque vous savez aujourd'hui que la France est dépendante d'un certain nombre d'Etats et qu'elle va chercher ailleurs cette énergie qu'elle n'a pas. On parle du pétrole, mais on peut aussi parler du lithium pour fabriquer les batteries etc., et sur laquelle certains pays comme la Chine ou les pays d'Afrique nous font payer cher.

Les impôts. On voudrait que tout le monde paye des impôts, mais en fonction d'un certain nombre de critères. Nous n'avons pas été plus loin. Et au sujet de la TVA, que la TVA soit en fonction de la nécessité des produits, c'est-à-dire que le produit de première nécessité soit peu ou pas taxé, alors que les produits de luxe soient surtaxés.

Voilà les thèmes que l'on a abordés au cours de cette thématique, merci.

Un intervenant

Aujourd'hui, tout le monde paye des impôts.

Un intervenant

Concernant la thématique d'organisation de l'Etat et des services publics, je vais reprendre plus ou moins dans l'ordre. Au début ont été évoqués le sport et les problèmes de l'argent dans le sport, des disparités. Ensuite, il a été évoqué des problèmes de disparité de moyens et des problèmes de moralité fiscale, que ce soit les responsables sportifs ou les entraîneurs, notamment l'exemple d'entraîneurs qui peuvent être entraîneurs d'une équipe française et qui sont résidents fiscaux ailleurs qu'en France.

Quelque chose dont il a été question quasiment partout, c'est la question de priorité au niveau des moyens et de l'accès aux services publics, notamment pour la santé au niveau de l'égalité des territoires de l'intérêt général, de mieux déterminer les priorités en termes de service public en fonction de l'intérêt général.

Ensuite, il a été question de justice, de problème au niveau de la justice, au niveau de recours des justiciables en cas d'erreur de magistrat, des problèmes de délais et de coûts qui peuvent entraîner des disparités d'accès et de traitement en fonction des justiciables.

Ensuite, au niveau de la santé, il a été évoqué un problème de dépassements d'honoraires qui pourraient être revus, un problème d'accès également, toujours en fonction des territoires.

Ensuite, il a été question de mieux ajuster les services publics en fonction des caractéristiques des territoires, que ce soit une grosse métropole ou un village rural, il y a de grosses disparités qui entraînent des inégalités. Des problèmes d'encadrement et de contrôle d'élus et de hauts fonctionnaires qui posent problème selon certains, au niveau de la santé et de la sécurité notamment.

Ensuite, il a été question d'enseignement supérieur et de recherche. Au niveau de la recherche, un problème de manque de moyens, de manque de budget, de précarisation. Au niveau de l'Enseignement supérieur, il a été évoqué le manque d'horaires effectués par certains professeurs d'enseignement supérieur.

Ensuite, au niveau de l'Union européenne, il y a plusieurs problèmes qui ont été évoqués. Un problème de visa attribué par certains pays qui permettent à des résidents extracommunautaires de bénéficier d'avantages spécifiques à des personnes possédant des passeports hors de l'Union européenne. Des problèmes d'harmonisation et d'harmonisation

des règles au niveau de l'Union Européenne, de mutualisation de certaines solidarités également.

Ensuite, en termes d'éducation, il a été évoqué la possibilité d'ajouter au niveau de l'Education nationale l'éducation à la citoyenneté, de donner la priorité à l'éducation publique laïque et gratuite, et de donner un accès à la culture et au sport plus important à l'ensemble de la population.

C'est à peu près tout ce qui a été évoqué, sauf si j'en ai oublié.

Une intervenante

Sur la dernière thématique, on était sur ce qu'est la démocratie, la santé, la solidarité et le handicap. Les points forts qui sont remontés, c'est d'abord la santé pour tous, une santé plus juste et une santé réellement solidaire, qui pourrait intégrer les fonctions régaliennes qui devrait devenir une priorité nationale. Cela irait également avec une contrepartie, qui serait d'augmenter les contrôles, et avec les contrôles les éventuelles sanctions, et le fait que la santé ne se limite pas à ce qu'est la complémentaire santé dans l'esprit de tous aujourd'hui, mais doit bien intégrer également ce qu'est la prévoyance et le risque de la dépendance et de tout ce que l'on peut faire sur cette thématique-là en particulier.

Le deuxième sujet abordé est le fait de diminuer le nombre d'échelons entre nous, citoyens, et le Président de la République. Une des idées serait de passer par la réduction de la masse salariale des collectivités, et réduire cette masse salariale serait une piste, c'est d'augmenter la productivité, et pourquoi pas par le biais d'outils et par l'informatisation de systèmes de certains domaines ou certains actes.

Le troisième sujet est le fait de pouvoir débattre du budget communal par les citoyens et ceci de manière annuelle.

La quatrième thématique est liée au vote, le fait de rendre le vote obligatoire et d'y associer une sanction si les personnes ne viennent pas voter, de prendre en compte le vote blanc, d'imaginer pouvoir voter en semaine, et/ou également par Internet, pourquoi pas, comme nous l'avons fait pour le recensement. Et la dernière idée, c'est par rapport à tout ce qui est démocratie délibérative et participative, et notamment de prolonger le grand débat comme nous le faisons ce soir.

Et sur ces différentes thématiques, ce qui ressort, c'est que c'est une expérience de démocratie également, ce que l'on vit ce soir, mais ce qui serait bien, c'est aussi de se demander pour faire quoi demain avec tout ce que l'on aura ressorti et avec quels moyens.

Un intervenant

Merci. Avant que le Maire conclue la soirée, je voulais juste dire que l'on avait prévu, si des idées étaient faciles à repérer sur les feuilles et ce n'est pas toujours le cas, de pouvoir voter avec des post-it en disant : « Cette idée, vraiment, je suis contre, avec un rouge. Cette idée, je suis pour, avec un vert ». Moi, je serais frustré, par exemple si je ne disais pas que je suis contre la prise en compte du vote blanc. Peut-être comme moi, vous avez envie de mettre des post-it rouges ou verts ici ou là. Faites-le, après que Monsieur le Maire nous ait dit un petit mot quand même. Moi, personnellement, je le remercie d'avoir organisé cette soirée.

Monsieur le Maire

Si vous voulez y aller, vous avez des post-its rouges ou verts, puis si personne ne le fait, on va conclure. Vous pouvez, si vous voulez, coller des petits post-it, si cela vous dit.

Un intervenant

Avant qu'on ne conclue, je vois qu'il y a pas mal de retraités dans la salle.

Monsieur le Maire

Je ne sais pas si on a parlé des retraites.

Un intervenant

A aucun moment on a évoqué ce sujet des retraites. Je sais que c'est un sujet qui est tabou, parce que cela dérange, mais il n'aurait peut-être pas été anormal que nous l'évoquions, de manière à ce que nous ne prenions pas l'habitude, sous couvert de vouloir valoriser le travail des jeunes, de dire : « On va piquer aux vieux ». C'est la passerelle par rapport au pouvoir d'achat, qui ne cesse de diminuer.

Monsieur le Maire

Ecoutez, je voulais d'abord remercier les animateurs, Gérard Moreno, Margottin Pierre, Jean-Michel Raymond, Amy Finiels. Madame, je suis désolé, je ne connaissais pas votre nom, Sylvie ?, Claude Grimault, et Monsieur Guérard. Ils sont intervenus et ont fait du très bon travail. On était moins nombreux, je pense, que la manifestation à Montpellier sur l'antisémitisme qui a enlevé du monde, mais cela a été toujours riche en débats. Je voulais vous remercier d'être venus et écoutez, continuons à faire le débat de part et d'autre, cela permet peut-être d'avancer, je pense que les prochaines élections le montreront. Les élections européennes et ainsi de suite montreront que ce débat, j'espère, n'aura pas servi à rien. En tous les cas, bonne soirée à vous toutes et à vous tous, merci.

Tout ce qui a été fait là va être transmis, tous les enregistrements sont retranscrits, tout cela repart à la préfecture, on va le mettre au propre.

Un intervenant

Au niveau local, pourra-t-on avoir une information ?

Monsieur le Maire

Oui, mais cela va être fait sur le Portail et sur Internet.